

VENDREDI

23 SEPTEMBRE 1966

Le numéro : 30 francs

Abonnement 1 mois : 600 F.

LE SOUS



ORGANE DE L'UNION SOUDANAISE - R. D. A.

Directeur de Publication :

MAMADOU GOLOGO

Rédaction - Administration :

Permanence du Parti

Téléphone 24-61

BAMAKO

Sixième Anniversaire de notre Indépendance,

LA JEUNESSE CONSTITUANT LA RELEVÉ, ELLE DOIT ÊTRE PRÉPARÉE À SON RÔLE PAR SA PARTICIPATION EFFECTIVE AUX RESPONSABILITÉS DE GESTION

C'est dans la joie et l'allégresse que le peuple malien tout entier a solennisé hier le sixième anniversaire de sa libération du joug colonial.

Dès 8 h. 30, les deux côtés de la grande avenue de l'Indépendance où devait avoir lieu l'imposant défilé qui marque chaque année la commémoration de ce grand jour étaient pris d'assaut par une foule nombreuse que contenait difficilement le service d'ordre. Dans la tribune officielle aménagée pour la circonstance, avaient pris place, outre des membres du Bureau Politique National, du Gouvernement et de l'Assemblée, les délégations des pays amis ainsi qu'une foule d'invités.

C'est à 9 heures que la voiture présidentielle s'immobilisa devant la tribune officielle. Le chef de l'Etat fut accueilli à sa descente par le camarade Mamadou Diakité, Ministre chargé de la Défense, le colonel Sékou Traoré, chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale et le camarade Soungalo Coulibaly, député, adjoint au Maire de Bamako.

Après s'être incliné devant le drapeau aux accents de l'hymne national et passé les troupes en revue en compagnie du Ministre chargé de la Défense, le Président Modibo Keita gagna la tribune officielle où il prononça l'important discours que voici :

Honorables invités,
Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs,

Chers camarades,
Le peuple du Mali s'est d'abord exprimé, par ma voix, la fierté qu'il ressent d'avoir à ses côtés, en ce jour d'allégresse, les délégations des pays frères qui nous ont honoré en acceptant notre invitation. A ces illustres hôtes dont nos remerciements, ainsi que nos souhaits de succès et de bonheur pour les peuples frères qui les ont man-

datés, apportant ainsi, une fois de plus, le témoignage de la grande solidarité qui profondément unit tous les Africains.

La République du Mali va franchir sa sixième année, et c'est toujours l'occasion pour nous, de présenter un bilan sommaire de nos réalisations.

Car, n'est-ce pas que c'est à tous moments que l'Union Soudanaise-R.D.A., son gouvernement, ses dirigeants rendent compte au peuple, des réalisations, des insuffisances, des difficultés; n'est-ce pas que c'est à chaque instant que le peuple informé prend en toute conscience les mesures de correction et de redressement pour la poursuite de ses options fondamentales?

Plutôt la mort debout que la honte infamante de vivre à genoux

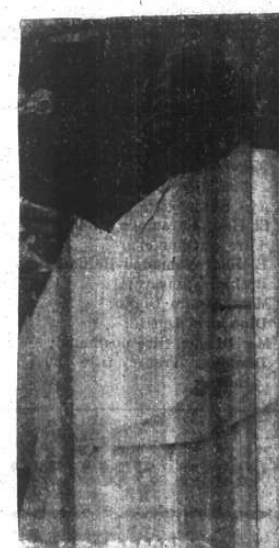
Le Mali a toujours considéré et continue à considérer qu'il est concerné au plus haut point par tout ce qui se passe en Afrique et dans le monde. Sa farouche détermination d'être libre et indépendant, que traduit si éloquentement sa fière devise "Plutôt la mort debout que la honte infamante de vivre à genoux", le place au rang des combattants intrépides pour la liberté et l'indépendance de tous les peuples du monde.

Et c'est tout naturellement que j'affirme à nouveau notre solidarité pleine et entière avec les peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée Bissao, de la Rhodésie du Sud, du Vietnam qui se battent

héroïquement pour leur libération. La lutte de ces peuples est une contribution à la victoire du peuple malien qui les assure de son soutien actif et inconditionnel dans le juste combat qu'ils mènent contre notre ennemi commun.

La volonté de coopérer du Mali est restée inébranlable tout au long de la période écoulée. Notre seule condition est que la coopération avec tous les pays se fasse sans aucune condition politique, dans le respect intégral des intérêts réciproques, des options nationales et

(Suite en page 3)



SESSION ORDINAIRE DU BUREAU POLITIQUE NATIONAL

Le Bureau Politique National s'est réuni le 20 septembre sous la présidence du Secrétaire Général de l'Union Soudanaise-R.D.A., le camarade Modibo Keita.

Le Bureau Politique National passa tout d'abord au contrôle des tâches qui comportaient la constitution des cinq commissions au niveau du Secrétariat du Parti dont la mise en place avait été décidée au cours de la séance du 13 septembre. Ces cinq commissions sont respectivement composées comme suit :

1^{re} COMMISSION POLITIQUE :

Idrissa Diarra, Secrétaire Politique de l'Union Soudanaise-R.D.A.;
Mamadou Talla, conseiller technique à la Présidence;
Mamadou Sarr, député;
Seydou Thiam, agent des Postes et Télécommunications;
Tiémoko Keita, du Ministère de l'Éducation nationale.

2^e COMMISSION ECONOMIQUE ET FINANCIERE :

Seydou Badian Konyaté, Secrétaire aux Affaires économiques et Finan-

cières de l'U.S.-R.D.A.;

Sékou Sangaré, conseiller technique à la Présidence;
Seydou Traoré, ancien directeur de Cabinet du Ministère de la Coopération;
Dr Ibrahim Konaté, chef des services de l'Élevage;
Weidji Diallo, du Ministère du Développement;
Amadou Cissé, du Ministère du Développement;
Djibril Maïga, du Ministère du Développement.

3^e COMMISSION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES :

Mamadou Madeira Keita, Secrétaire aux Affaires administratives et judiciaires de l'Union Soudanaise-R.D.A.;
Mamadou Boubakar Kanté, ancien directeur de Cabinet au Ministère de l'Intérieur;
Ibrahim Tambadou, magistrat;
Sory Wane, du Ministère de la Défense.

4^e COMMISSION SOCIALE ET CULTURELLE :

Gabou Diawara, député, Commissaire à la Jeunesse au sein du Bureau Politique National;
Koniba Pléah, conseiller technique à la Présidence;
Bakary Camara, du Ministère de la Fonction publique;
Zangué Diarra, du Ministère de l'Éducation;
Mahamane Touré, professeur;
Marie Diarra.

5^e COMMISSION DE LA PRESSE :

Ousman Bâ, Secrétaire à la Presse au sein du Bureau Politique National;
Amadou Traoré, directeur de la Librairie Populaire;
Moussa Konaté, directeur de l'Agence Nationale d'Information;
Bakary Traoré, attaché de Cabinet au Ministère de l'Information.

Chacun des Présidents de ces Commissions devint Ministre délégué et les autres membres ont prérogative de conseiller technique des départements ministériels. En outre, les membres des commissions sont déchargés de toutes leurs fonctions actuelles. Ces commissions seront saisies de tous les

Messages

LYNDON B. JOHNSON,
PRESIDENT DES ETATS-UNIS,
AU PRESIDENT MODIBO KEITA
ET AU PEUPLE MALIEN

A l'occasion du sixième anniversaire de l'indépendance de la République du Mali, je suis heureux, au nom du peuple des Etats-Unis et en mon nom personnel, de vous envoyer à vous-même et, à travers vous, au peuple du Mali, mes sincères bons vœux et l'assurance de ma chaleureuse amitié.

J'ai également le plaisir de vous transmettre nos meilleurs souhaits pour la prospérité croissante de votre pays et la continuation des cordiales relations entre nos deux pays.

LYNDON B. JOHNSON.

TCHEN YI, MINISTRE
DES AFFAIRES ETRANGERES
DE LA REPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE

de la fête nationale de la République du Mali. Je souhaite au peuple malien de nouveaux succès dans la cause de la sauvegarde de l'indépendance nationale et de l'édification du pays. Puissent les relations d'amitié et de coopération entre la Chine et le Mali se développer sans cesse.

TCHEN YI

M. DEAN RUSK,
SECRETAIRE D'ETAT
AU DEPARTEMENT D'ETAT
DES ETATS-UNIS
A M. OUSMAN BÂ,
MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES DU MALI

J'aimerais vous exprimer mes meilleurs souhaits et félicitations à l'occasion du sixième anniversaire de l'indépendance de la République du Mali et vous dire l'espoir que j'ai que les relations amicales qui exis-

LA JEUNESSE CONSTITUANT LA RELEVÉ, ELLE DOIT ÊTRE PRÉPARÉE À SON RÔLE PAR SA PARTICIPATION EFFECTIVE AUX RESPONSABILITÉS DE GESTION

(Suite de la 1^{re} page)

sans porter la moindre atteinte aux attributs de notre souveraineté et à notre option fondamentale de bâtir le socialisme au Mali.

C'est conformément à ce principe essentiel que nous avons poursuivi notre politique constante de bon voisinage avec les États frères limitrophes avec lesquels nous avons, toujours trouvé le moyen d'aplanir, dans la fraternité cordiale, les difficultés passagères qui ont pu se faire jour.

Le Mali est décidé à persister dans cette voie du dialogue et de contacts directs entre responsables, qui seule peut sauvegarder le maximum des liens séculaires de tous ordres qui unissent nos peuples.

Le ralliement peut et doit se faire autour des préoccupations essentielles communes aux peuples africains

En ce qui concerne l'Afrique en général et l'Organisation de l'Unité Africaine en particulier, le Mali ne cesse de penser que le ralliement peut et doit se faire autour des préoccupations essentielles qui sont communes aux peuples africains : mener jusqu'à son terme la lutte pour la libération dans tous les domaines de notre continent et de nos pays respectifs, par l'instauration d'une vraie humanité où les peuples, sans distinction, créent leur propre bonheur et vivent dans une paix durable.

Pour promouvoir et développer un tel état de chose, il y a lieu de multiplier les contacts au niveau des Chefs d'Etat, au niveau des parlements des pays de toutes les régions de l'Afrique et instaurer sans fausse honte, les missions de bonne volonté pour dissiper les nuages qui peuvent assombrir les relations.

Pour le reste du monde, nous avons pu, malgré toutes les fluctuations et les tentatives d'intimidations et de pressions qui ne manquent pas de se faire sentir, rester fermes sur nos positions de pays non-alignés. Notre action a tendu à améliorer nos relations avec tous les pays, conformément aux principes de Bandoeng. Il nous plaît de saluer ici les résultats positifs que nous avons obtenus sur ce plan.

Dans le concert des nations, le Mali a déployé et continuera à déployer tous ses efforts, tant à l'Organisation des Nations Unies, dont il faut renforcer le caractère universel par la restauration des droits légitimes de la République Populaire de Chine, qu'au niveau des autres organismes internationaux, pour aider à la liquidation du colonialisme, du néo-colonialisme et de l'impérialisme. Notre soutien au combat général des peuples n'a jamais connu le moindre relâchement.

L'objectif était et demeure l'accroissement de la capacité de mobilisation du Parti

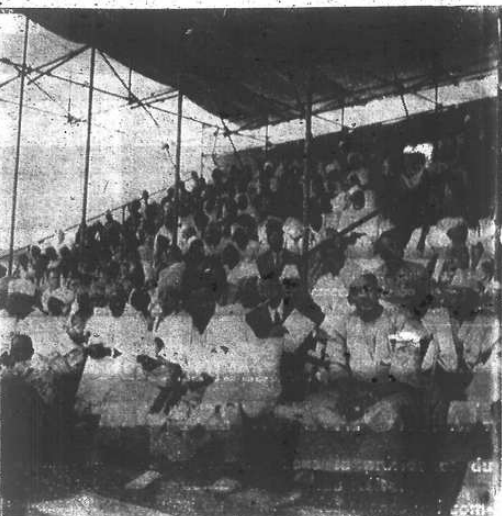
L'année qui vient de s'écouler a été également marquée par une certaine amélioration des structures du Parti. L'objectif ici était et demeure encore l'accroissement de la capacité de mobilisation du Parti, par un encadrement toujours plus resserré, afin d'assurer la tâche fondamentale du parti révolutionnaire : former dans le creuset qu'il constitue, des hommes capables de diriger les masses, assurer le perfectionnement constant des militants, et la montée des nouveaux cadres.

Dans cet esprit, les grandes unités que constituent les sections de Bamako ont été décentralisées, par la constitution d'organisations d'effectifs plus réduits, les comités,

qui permettent plus de profondeur à l'action du Parti en direction des militants et des jeunes cadres.

Dans les sections du Parti, les Commissions statutaires de travail ont été mises en œuvre et permettent d'utiliser la compétence des camarades des services techniques et administratifs. Ce sont, au niveau des sections, la Commission des Affaires Administratives et Judiciaires, la Commission des Affaires Sociales et Culturelles, la Commission des Affaires Economiques et Financières, la Commission de la Presse, etc... toutes Commissions qui ont permis aux camarades administratifs de se sentir mieux concernés par les affaires de leurs circonscriptions, et par tant plus militants et plus responsables.

Nous ne pouvons passer sous



silence une constatation qui, heureusement, si elle n'est pas encore la règle générale, crée néanmoins des problèmes dans certaines circonscriptions.

Certains camarades politiques ont tendance à s'installer dans la mentalité de potentats politiques, ils n'admettent plus la discussion; le jeu démocratique, permettant le libre jeu d'opinions y compris celles opposées, leur apparaît comme un travail séparatiste, le fait de camarades coupables à leurs yeux du crime de la contradiction et qu'ils traitent d'antipartis.

En outre, ils veulent être au détail de la simple exécution administrative. Ils en arrivent ainsi à identifier l'organisme politique à leur personne, les opinions finissent par ne plus s'exprimer. Les heurts se produisent avec les responsables administratifs conscients de leur rôle de militant et de leur responsabilité administrative.

La Direction Nationale reçoit les rapports les plus optimistes, cautionnés par l'absence de conflits ouverts, alors que rien ne marche selon les principes du Parti.

La primauté du Parti sur les organes gouvernementaux et législatifs

Quant aux camarades administratifs et Chefs des Services techniques, certains d'entre eux ont des aillères et se considèrent totalement indépendants du politique. Ils oublient que s'ils sont chefs de circonscription ou chefs de service, ils le doivent à la politique d'arriération des cadres, même si celle-ci n'a pas toujours été heureuse. Et aussi, parce qu'ils ont été considérés comme des militants engagés. Il est bon de leur rappeler que l'action de notre Gouvernement repose d'abord sur la mobilisation de toutes les énergies,

sur la mobilisation des masses. C'est le Parti et le Parti seul qui mobilise, il est donc essentiel ici que les organes du Parti et à tous les échelons, soient consultés pour une plus grande efficacité de l'action gouvernementale.

Je rappellerai une fois de plus la primauté du Parti sur les organes gouvernementaux et législatifs, qui se définit par le pouvoir de conception de toute la politique de notre pays (économique, sociale et culturelle) par des instances du Parti, et par le pouvoir de contrôle des mêmes instances de ce qui a été conçu, et dont l'exécution appartient aux organes gouvernementaux et législatifs. Or, pour concevoir, il faut posséder les éléments indispensables à la compréhension des problèmes. Il est donc essentiel que les responsables politiques à tous

les niveaux soient au plus haut degré au fait de l'ensemble des problèmes de la République. Pour exécuter, il faut avoir suivi les processus d'évolution des problèmes qui ont conduit aux solutions. Pour pouvoir contrôler, il importe de pouvoir connaître les moyens et les voies de l'application des décisions.

Qu'est-ce à dire, sinon que les responsables politiques et administratifs aptes à faire face à leurs responsabilités doivent coopérer très étroitement dans le creuset que constitue la section avec ses commissions, spécialisées. Mais pour cela, il faut savoir se dégager de toute prévention à l'égard des camarades des autres secteurs, poursuivre sa formation générale, être militant convaincu faisant preuve d'humilité, c'est-à-dire bannissant toute fierté, tout esprit individualiste, égoïste, toute tendance à ériger en doctrine la culture de sa propre influence; il faut, en bref, se considérer comme étant toujours à l'école de la vie honnête.

Sur le plan national, les milices du Parti sont en pleine réorganisation, en ayant constamment à l'esprit qu'elles doivent répondre chaque jour, un peu mieux à leur vocation. Les résultats déjà obtenus sont pleins de promesses.

De leur côté, les camarades responsables politiques et administratifs ont été appelés cette année, à recevoir pendant un mois une formation militaire qui, tout en leur donnant un meilleur équilibre physique et une plus grande maîtrise de leurs mouvements, les a familiarisés avec les techniques militaires et la vie dans l'armée.

La création du Comité National de Défense de la Révolution, le 1^{er} mars 1966, a été l'expression concrète de la volonté du Parti, pour une action plus efficace et

plus profonde, en vue de la défense intransigeante des acquis de la Révolution.

Une élévation sensible du niveau de conscience des militants dans tous les domaines

Avec les sections locales, grâce aux thèmes développés, le Comité National de Défense de la Révolution inscrit déjà à son actif, une élévation sensible du niveau de conscience des militants, de leur capacité de compréhension, et le renforcement de la vigilance dans tous les domaines.

Le premier Conseil Central de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali, a été l'un des événements marquants, qui apporta à notre peuple, à notre Parti, un souffle réconfortant. Les décisions prises par nos travailleurs, approuvées par la Direction du Parti, ont permis de renforcer et d'accélérer la solution des problèmes qui étaient au centre des préoccupations du Gouvernement. Les activités déployées depuis à travers la République, pour organiser le dynamisme de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali, nous donnent l'assurance que les travailleurs maliens seront à même de retrouver la place de choix qui est la leur, dans le Mali engagé dans la voie socialiste de développement.

D'ores et déjà, sous la responsabilité de l'Union Nationale des Travailleurs Maliens, a été organisée pour la première fois la Journée nationale du meilleur Travailleur.

Il est maintenant clair que dans les années à venir, la tradition ainsi instituée apportera aux travailleurs méritants les hommages de la Nation tout entière, constituera un facteur d'émulation pour une plus grande productivité, une conscience professionnelle plus élevée, un engagement politique plus profond.

Le Conseil National de la Jeunesse de l'Union Soudanaise-R.D.A. a été pour chaque jeune, chaque militant du Parti, chaque dirigeant, un événement plein de promesse. Il a administré la preuve supplémentaire de la vitalité de notre jeunesse, de son ardeur dans la défense de notre option, de sa détermination d'aller de l'avant. Les propositions déposées au terme de ces assises, et adoptées par la Direction du Parti, entrent en application, en vue de permettre une plus grande efficacité de la jeunesse de notre Parti.

Permettez-moi aussi de saluer l'action persévérante, acharnée de nos femmes. La création à travers toute la République de Commissions sociales de femmes, a permis de mener efficacement le travail d'éducation politique, de formation civique et sociale dont les effets

bienfaisants ne se font pas attendre. C'est pourquoi, au nom du Bureau Politique National, je leur adresse ici nos plus vifs encouragements.

Sur le plan gouvernemental la discipline a été plus renforcée

Je ne puis passer sous silence les travaux inestimables de la Commission Nationale de Redressement, grâce auxquels nous avons entrepris — et nous réussirons, Inch Allah — d'assainir notre économie, notre administration.

Sur le plan du Gouvernement, la discipline a été plus renforcée, et ce que nous considérons comme important, ce sont les modifications de structures, celles qui ont déjà vu le jour et celles qui seront réalisées prochainement, pour permettre à nos institutions gouvernementales, devenant plus fermes dans l'application des décisions, d'être davantage portées vers une conscience plus nette de leurs responsabilités, au service continu de l'option fondamentale de notre peuple pour le socialisme.

Les efforts déployés et à venir devront avoir pour effet immédiat un plus grand épanouissement des organes et des organismes chargés de tel ou tel secteur de la production.

Tout au long de la sixième année de notre indépendance qui touche à sa fin, le peuple du Mali est resté mobilisé pour travailler d'arrachepied et exécuter les tâches d'édification qui lui ont été assignées.

Au niveau du Gouvernement, nous avons poursuivi le travail patient et complexe du développement et du rajustement des structures nouvelles qu'exige la révolution nationale démocratique et populaire dans les différents domaines de la vie nationale, administrative, économique, sociale et culturelle. Rien n'a été négligé pour augmenter sans cesse l'efficacité des organes exécutifs, judiciaires, militaires de notre administration. Dans ce cadre, l'on se souvient encore de l'enthousiasme qui a soulevé nos populations urbaines lors des dernières élections municipales. Il a été clairement indiqué aux élus toute la lourdeur de leurs responsabilités. Le Parti et le Gouvernement veilleront pour que les gestions municipales connaissent un plein succès, à la mesure de la confiance que les populations nous ont témoignée.

La République du Mali a été répartie en 23 zones de productivité

L'Agriculture est, nous ne cessons pas de le dire, le fondement de notre économie nationale et de son développement. Arrière de plusieurs siècles, elle est incapable, dans l'état où la colonisation nous

(Suite en page 4)

SESSION ORDINAIRE DU BUREAU POLITIQUE NATIONAL

(Suite de la page 1)

tout entière. Elles consistent de véritables départements au niveau du Bureau Politique National; fonctionnant avec des cadres éprouvés, elles doivent être les véritables instruments de l'affirmation de la primauté du Parti.

Le Bureau Politique National a abordé ensuite l'examen des nouvelles en provenance des sections de Bafoulabé, Kila, Koro, Macina, Koulikoro, Koutiala, Sikasso, Tombouctou, Mopti et Yélimané.

Le Bureau Politique National entendit après le compte rendu des délégations du Parti, de l'Assemblée et des municipalités conduites respectivement par le Commissaire politique Mamadou Diarra en Roumanie; Yacouba Maïga, premier Vice-Président de l'Assemblée nationale, en Union Soviétique; et Soungalo Coulibaly, député, adjoint au

maire de Bamako, en République Démocratique Allemande.

Le Bureau Politique National enregistra avec satisfaction les résultats acquis par ces diverses missions. Avant de passer aux questions diverses, le Bureau Politique National a examiné la situation des sous-sections de Ouolofongou-Bolihana et de Lafia-bougou.

Au chapitre des questions diverses, le Bureau Politique fut informé par l'U.N.T.M. de la visite d'une délégation des Travailleurs voltaïques dans notre pays. Le Bureau Politique National fit une analyse approfondie de la situation politique en Afrique et dans le monde. Pour terminer, la direction du Parti enregistra avec satisfaction les échos favorables de la visite de Sa Majesté le roi Fayçal d'Arabie Saoudite en République du Mali.

LA JEUNESSE CONSTITUANT LA RELEVÉ, ELLE DOIT ÊTRE PRÉPARÉE À SON RÔLE PAR SA PARTICIPATION EFFECTIVE AUX RESPONSABILITÉS DE GESTION

(Suite de la page 3).

La tâche, d'assumer les tâches vitales qui sont les siennes. Il faut, de toute urgence, la transformer radicalement, la faire passer de la petite production individuelle et familiale archaïque à la grande production socialiste, moderne et développée, en la dotant graduellement et par étapes de nouvelles structures adéquates qui permettent de l'équiper et de l'encadrer mieux et plus pour en accroître proportionnellement les forces, les capacités de production.

La création des groupements ruraux et leur développement, en tant que processus de collectivisation progressive de l'économie rurale malienne, répondant à cet objectif.

L'expérience de six ans va nous permettre de nous guider mieux dans les labyrinthes de la production collective qui est la seule et unique clé pour augmenter la productivité, le rendement donc la production agricole. Sans ce rapport, le Parti et le Gouvernement ont tenu à inscrire, dans les faits, leur volonté de réaffirmer la place de « trois » qu'ils accordent à la production agricole. La République du Mali a été répartie en 23 zones de productivité, confiée chacune à des camarades responsables habilités à suivre, et à corriger au besoin, toutes les activités administratives, économiques, politiques, sociales et culturelles de la zone qui leur est confiée.

Il est permis d'en attendre les effets bénéfiques dans tous les domaines, surtout dans celui de l'organisation et de l'accroissement de la production, ce dernier dépendant, il est vrai, en partie, des imprévisibles climatiques.

Nous avons en outre, fondé un Centre d'animation rural les camps du Service Civique et les écoles saisonnières. Cette formule permet pendant deux ans, dans un cadre discipliné, une formation agricole, une véritable et fructueuse alphabétisation dont les résultats pour des observateurs objectifs et avertis des problèmes d'éducation, dépassent de loin ceux obtenus par les écoles saisonnières anciennes conception, qui renvoyaient au village et sans équipement de jeunes paysans analphabètes qui n'avaient été initiés aux méthodes culturelles que pendant neuf mois.

Nous précisons que des centaines de jeunes de ces centres ont été équipés et installés dans leurs villages. Ils seront suivis et sans cesse améliorés afin qu'ils puissent jouer avec efficacité leur rôle d'animateurs ruraux au niveau des villages.

Au cours de l'année 1966 de nouvelles unités industrielles ont vu le jour

Au cours de l'année qui s'achève, de nouvelles unités industrielles ont vu le jour et fonctionnent déjà : usine Mali-Plastik, usine de cigarettes Djoliba, allumettes Belair, centrale hydro-électrique de Sotuba, complexe sucrier de Dougabougou ; d'autres sont en voie d'achèvement : usine céramique, Maligaz ; d'autres enfin sont en construction : combinat textile, cimenterie ; on attend d'être mises en chantier : tannerie, meunerie, etc. C'est dire que nous continuons, à un rythme dont nous apprenons chaque jour à maîtriser les éléments, notre industrialisation socialiste. Les difficultés que nous rencontrons, au lieu de nous décourager, nous stimulent au contraire. Car l'histoire nous enseigne que mieux et plus nous serons industrialisés, mieux et plus seront consolidées notre indépendance et notre souveraineté nationales. C'est ce que le colonialisme a depuis longtemps compris, qui a maintenu notre pays agraire. Pour ce qui nous concerne, le Mali édifie et continuera à édifier son in-

dustrie nationale. Ce n'est pas une entreprise facile. Sa solution sera le fruit de l'effort de notre peuple tout entier et non l'effet d'un quelconque céleste ouvroir.

Mais ce qui est sûr, c'est que le bonheur et le bien-être sont au bout de cet effort que, je suis persuadé, le peuple laborieux et fier du Mali continuera à réaliser pour la grandeur de sa patrie. L'industrie étant le facteur dirigeant du développement de l'économie nationale, elle sera l'aurore du peuple malien d'abord et surtout. Ensuite, l'aide



des pays amis que nous nous plaçons à saluer ici sera un appoint.

Le Parti et le Gouvernement exigent une réelle conscience socialiste des travailleurs du secteur d'Etat

Les six années d'expérimentation qui viennent de s'écouler, nous permettent de saisir de mieux en mieux les problèmes complexes de la gestion de nos entreprises d'Etat. De plus en plus, nos cadres appréhendent mieux les affaires gestionnelles. Le Parti et le Gouvernement veillent de façon à assurer un renouvellement ininterrompu de séve dans ce domaine afin que le progrès y continue au rythme des exigences des plans d'Etat de développement.

Ils insistent sur la nécessité pour les travailleurs du secteur d'Etat d'acquiescer dans les meilleurs délais une réelle conscience socialiste au travail et dans toutes les pratiques sociales. C'est à ce prix qu'ils pourront efficacement développer et sauvegarder le patrimoine national dont ils sont les dépositaires légitimes.

La politique de remise en ordre et d'assainissement du circuit des échanges que nous avons engagés dès l'indépendance, continue. La tâche est plutôt difficile quand on sait que lors de la colonisation, le commerce mercantile était l'activité la plus rémunératrice bien que fondamentalement parasitaire. Il nous faut donc vaincre les vieilles pratiques usuraires et assurer à l'Etat la maîtrise effective du marché national par :

— Le contrôle strict de l'import-export ;

— la conquête et l'exercice de la direction du commerce national en général, singulièrement du commerce rural qui en constitue plus de 90 %, par le secteur d'Etat et de la coopération.

La lutte contre le trafic, la fraude et les spéculations de tous ordres n'est pas seulement l'affaire des services de la police économique. Elle est aussi et surtout l'affaire du peuple tout entier que les organisations du Parti, de la Jeunesse, des travailleurs et, surtout

des femmes doivent à cet effet mobiliser en un vaste et profond mouvement national. C'est dans le peuple et par son action organisée que réside la solution des perturbations du circuit commercial et des autres secteurs de l'économie nationale. Il y a pour cela un travail politique persévérant et compétent d'explication et d'éducation que les responsables politiques et administratifs doivent assumer et que devrait permettre l'appareil politico-administratif dont le pays est doté, (du niveau central à la

tre armée toujours plus populaire et plus révolutionnaire.

A propos de tous les problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels, intérieurs et extérieurs qui se posent au Parti et au Gouvernement, se pose la tâche combien immense des services et organes de l'Information.

L'importance du rôle de celle-ci n'échappe à personne, compte tenu de la clarté et de la ligne de masse qu'imposent à toutes nos actions les exigences du centralisme démocratique.

C'est ce qui vient de se réaliser à la direction nationale du Parti. En effet, cinq commissions de travail (commission politique, commission des Affaires économiques et financières, commission des Affaires administratives et judiciaires, commission sociale et culturelle, commission de la Presse), meublées par des jeunes cadres politiquement engagés et techniquement valables viennent d'être créées par le Bureau Politique National. L'autorité du Parti est ainsi restaurée. La Direction nationale sera désormais en mesure d'assumer pleinement ses responsabilités de conception et de contrôle de tous les aspects de la vie nationale.

Il est bon de préciser que les Présidents de ces commissions de travail au niveau du Bureau Politique National sont des Ministres délégués à la Présidence et que les membres de ces commissions sont assimilés à des conseillers techniques. Ces dispositions vont permettre à ces camarades élus de disposer sur les plans intérieur et extérieur de l'autorité nécessaire au plein exercice de leurs fonctions.

Pour ceux de nos camarades qui, dans la béatitude de leurs responsabilités politiques et administratives, en arriveraient à se méprendre sur le sens réel des changements révolutionnaires intervenus, que ces changements déclenchent le processus irréversible d'autres changements de qualité, je répète qu'ils sont dépassés et qu'ils ont besoin de se retremper dans la chaleur des réformes, d'en saisir la nécessité et la portée afin d'être encore capables de servir plus efficacement à leurs postes actuels ou dans d'autres secteurs de la vie nationale.

En réaffirmant l'attachement irréversible du Parti et du Gouvernement à l'option socialiste du peuple du Mali, finissent tous les militants du Parti et tous les patriotes sincères à faire preuve d'une vigilance active de tous les instants, à avoir le courage qu'il faut pour détecter jusque dans leur retranchement les adversaires de tous ordres de notre option, afin de les signaler et de les réduire.

Vivent le peuple malien et son Parti l'Union Soudanaise-R.D.A. !

Vive la solidarité anti-impérialiste entre les peuples d'Afrique et les peuples du monde entier !

Vive la coopération entre les peuples pour que vive la paix universelle !

Après ce discours longuement applaudi, le chef de l'Etat procéda à la remise des premières médailles d'or de l'Indépendance, décernées aux personnalités dont nous publions par ailleurs la liste.

Ensuite commença l'imposant défilé avec la participation des fanfares de la Garde Républicaine, du Service civique et de l'Armée. C'est ainsi que passèrent successivement devant la tribune officielle :

1° Avec la participation de la Fanfare de la Garde Républicaine :

— Groupes de drapeaux ;

— Anciens Combattants ;

— Militaires du Parti.

2° Avec la participation de la Fanfare du Service Civique :

— Drapeau de la J.U.S.-R.D.A. ;

— Pionniers ;

— Brigade de Vigilance ;

— Service Civique.

3° Avec la participation de la fanfare de l'Armée :

— Armée ;

— Pompiers.

A partir de 16 heures, le corps diplomatique accrédité au Mali a présenté ses vœux au chef de l'Etat. A 21 h, une réception a été offerte par le chef du Gouvernement au Palais présidentiel de Koulouba, avec la participation de l'orchestre national, de la Troupe folklorique et de l'Ensemble instrumental, a clôturé les manifestations, ce qui marque le sixième anniversaire de notre indépendance.

région, au Cercle, à l'arrondissement et au village).

Le Parti et le Gouvernement ont toujours considéré que pour promouvoir notre développement national au rythme accéléré que requiert la nécessité de rattraper notre grand retard, il faut accorder une grande attention à la solution convenable des problèmes sociaux et culturels.

A cette fin, de grands efforts ont été consentis dans le domaine de l'amélioration de la santé des populations. L'année écoulée a été employée à consolider et à exploiter au maximum l'importante infrastructure établie depuis l'indépendance nationale. De même la réforme de l'Enseignement n'a pas fini de produire tous ses effets. Nous sommes décidés à la mener jusqu'à son terme, conscients qu'il faut aux travailleurs bâtisseurs du socialisme une éducation, un enseignement nouveau, national par sa forme et socialiste par son contenu.

Un pays intérieur aux vastes étendues

Le Parti et le Gouvernement ne cessent d'accorder aux problèmes des communications l'importance qu'ils méritent. Le Mali est un pays intérieur aux vastes étendues. D'importants efforts ont été consentis en matière de transport et tout sera mis en œuvre pour améliorer sans cesse davantage notre système des transports. Je préciserais en passant que nous avons réalisé cette année 250 km. de route bitumée, deux ponts sur deux fleuves à Douana et à Koro.

Il faut lier à tous les impératifs de notre éducation socialiste le problème crucial de la défense nationale. Le Parti et le Gouvernement n'ont rien négligé pour assurer la sécurité intérieure et extérieure du Mali. Ils se félicitent une fois de plus de ce qu'ils disposent à cet effet de l'incomparable instrument qu'est notre armée nationale, gardienne jalouse de l'intégrité territoriale et des glorieuses traditions de courage de notre peuple. Le Parti et le Gouvernement ne négligent rien pour perfectionner sans cesse mieux le système de notre défense nationale et rendre no-

C'est pourquoi le Parti et le Gouvernement feront tout pour permettre aux organes d'informations d'assurer à la satisfaction de notre révolution leur rôle de premier plan.

Une manifestation de la vitalité du Parti

Au terme de cet examen de la situation, je voudrais une fois de plus mettre l'accent sur cette vérité que la révolution socialiste a besoin d'un Parti, d'une Direction et des militants qui répondent aux exigences déterminées de militance, de civisme, de comportement et autres attitudes et pratiques sociales. A cet égard, je renouvelle les mises en garde du Parti contre l'embourgeoisement des habitudes et les tentations à vivre au-dessus de ses moyens.

Le Parti est un organisme qui vit et se développe. Le progrès qui doit caractériser son évolution est incompatible avec l'immobilisme qui se fait jour chez certains camarades, du fait de la peur qu'ils ont de l'effort de perfectionnement et des changements indispensables. Cet état de chose, quand il s'installe, est à l'origine de ce que l'on appelle les féodalités politiques ou administratives qui ne sont que des corps étrangers à l'Union Soudanaise-R.D.A.

La jeunesse doit être préparée à son rôle

Le dernier remaniement ministériel est une manifestation de la vitalité du Parti. Il n'y a pas d'exemple en Afrique, si ce n'est au Mali, que la même équipe gouvernementale soit restée près de dix ans en place. En outre, il faut qu'il soit clair pour tous les militants que la jeunesse constituant la relève, elle doit être préparée à son rôle par sa participation effective aux responsabilités de gestion.

L'égoïsme des anciens à vouloir accaparer indéfiniment les responsabilités ne saurait s'installer dans un pays en voie de développement qui a besoin de vivre, de se mouvoir, de procéder à des changements de qualité. C'est ce qui a été fait au Gouvernement,